

la jeune république

organe du socialisme personnaliste

LES CHANGEMENTS ET LA CONTINUITÉ

Un constat s'impose : Monsieur le Premier Ministre — malgré le million dépassé de chômeurs, comme on parle d'un coma dépassé — exprime une satisfaction bétonnée, que dément l'inquiétude de ses partisans. Le pouvoir répète les lieux communs du libéralisme économique, en ajoutant, à la dangereuse libération des prix, la carotte d'une participation salariée en capital (jusqu'à 5 % !) des entreprises cotées en Bourse. Les éventuels associés préféreraient, à la propriété de coupons en papier, une extension des droits syndicaux et même politiques sur les lieux de travail. Ils ne sont pas disposés à des changements de façade.

Autre constatation : l'échec de la gauche aux législatives a entraîné des discussions acerbes parmi les partis communiste, socialiste et radical de gauche.

Si l'ouverture sociale du Président de la République risque de tourner court, l'ouverture politique en direction des socio-démocrates constitue une habile diversion : diviser pour mieux régner. Des socialistes recommencent à succomber à la tentation centriste même si, à la différence des communistes, leurs congrès se terminent au chant de l'Internationale, poings tendus, visages farouches.

La crise atteint aussi les communistes. Des dogmes tombent, comme la dictature du prolétariat. Des croyances s'évanouissent, comme le caractère démocratique du régime soviétique. Des interrogations naissent, quand, par exemple, la tension monte en Extrême-Orient entre Etats communistes. Des contestataires posent des questions *urbi et orbi* ("Le Monde") et cette activité dite fractionnelle n'est plus sanctionnée par l'anathème mais oblige la direction du parti à argumenter. Des discussions passionnées se poursuivent dans tous les milieux.

"Aux beaux temps du Sillon," se posait l'audacieuse question de savoir si un catholique pouvait être républicain. Soixante-dix ans plus tard, des évêques participent à des réunions de chrétiens communistes et ne les excommunient pas. Un chassé-croisé des idées s'intensifie, au grand désarroi des esprits dogmatiques qui ne supportent pas l'insécurité du risque, quand changent les conditions de vie.

Un parti politique doit néanmoins, à travers les changements, garder le cap, pour assurer une unité dans le temps, maintenir son identité et arriver à ses fins. Pierre BOURDAN, dont la voix ardente entretenait l'espérance des auditeurs de la BBC pendant l'occupation nazie, représentait la Jeune République à la Chambre des Députés de 1946.

En janvier 1947, il devient Ministre de la Jeunesse, des Lettres et des Arts. Peu de temps après l'éviction des ministres communistes par Ramadier, le député de la Jeune République rejoint l'opposition de gauche. Il déplore la rupture de l'alliance et s'élève contre l'atlantisme du gouvernement de guerre froide.

Œuvrer pour l'union de la gauche, lutter pour la détente et la coexistence pacifique, voilà deux grands axes de notre action depuis des dizaines d'années.

Les divisions actuelles des signataires du programme commun, comme les menaces de destruction universelle, nous obligent à persévérer dans le même sens, même si nos effectifs sont aussi modestes que lors de la fondation du Réseau Valmy en 1940. Il y a toujours quelque chose à faire pour que progresse la justice sociale et que s'affermisse une paix précaire.

Une poignée de militants se multiplie, lorsque l'histoire vient confirmer des actes de pionniers.

Claude-Roland SOUCHET

LA JEUNE RÉPUBLIQUE

Le Directeur :
Jean Pralong

Rédactrice en Chef, mise en pages :
Marcelle Leconte-Souchet

Rédaction - Siège Social
Administration :

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71
Tél. 624.06.08 - 033.99.09

Imp. Ets Fricotel - 88003 Epinal - Paris
Dépôt légal n° 2053

NOTRE COMBAT

**POUR
une République
Socialiste
et Démocratique
au service
de l'Homme,
vous intéresse.**

**ADHÉREZ
A NOTRE PARTI**

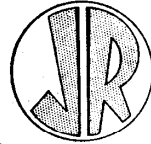
COTISATIONS

ADHÉRENTS et AMIS de la J.R.

Revenu mensuel	Cotisation annuelle 1 % du salaire
salaires de 2 000 F	240 F
2 500 F	300 F
3 000 F	360 F
4 000 F	480 F
5 000 F	600 F etc.

ABONNEMENT A REVUE en sus :
1 an : 30 F — De soutien : 50 F

Parti de la JEUNE RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 - 9, bd Jean-Mermoz
92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)
C.C.P. PARIS 20.896-71



PROPOSITIONS UN SOCIALISME

Gérard Brissé

LE CHÔMAGE ET LES PRIX

Q. — Deux problèmes préoccupent actuellement les Français : l'évolution du chômage et la montée des prix. Peut-on y porter remède et par quels moyens ?

R. — Je ne sais si les lecteurs de la Jeune République ont eu connaissance du rapport NORA-MINC sur "l'informatisation de la société". La lecture de cet opuscule est édifiante. L'analyse porte sur le développement de la "télématique" — c'est-à-dire des télécommunications liées à l'informatique — et de ses implications sur l'emploi et les pouvoirs. L'informatisation liée à l'automatisation et à la miniaturisation toujours plus poussées entraîne certes des gains de productivité appréciables, notamment dans le secteur des services, mais aussi une forte diminution des emplois évaluée à 30 % !

Jusqu'à présent, les emplois "glissaient" du secteur primaire (agriculture) vers le secondaire (industrie) puis du secondaire au tertiaire (administrations, services, commerces). On a assisté ainsi en moins d'un siècle à des transferts considérables de populations qui quittaient leurs zones rurales d'origine pour rejoindre les grandes concentrations industrielles, puis les cités tentaculaires secrétant des activités dites "tertiaires".

A présent, le tertiaire ne recrute plus, qui plus est, ses effectifs seront en régression, comme ils le sont déjà depuis plusieurs années dans le secondaire. Les microprocesseurs, les télécopieurs, toutes machines de plus en plus sophistiquées et miniaturisées, dont les prix, hier très élevés, sont désormais à la portée de tous (actuellement est à l'étude la réalisation d'un télécopieur à 1 500 F), la vocation spatiale des télécommunications grâce aux satellites, tuent plus sûrement l'emploi que l'automatisation et la tendance à la miniaturisation des outillages.

Cette évolution se traduit également par une qualification croissante des postes de travail et entraîne un abandon de plus en plus large des tâches manuelles simples et répétitives, voire les plus pénibles, donc un chômage croissant. A moins de revenir à l'âge des cavernes, ce processus est irréversible et ne fera que s'amplifier dans l'avenir.

Les remèdes ? Ils se nomment, comme nous n'avons cessé de le préciser depuis quinze ans : *revenu social garanti*, permettant entre autre une répartition plus harmonieuse des biens dits "de grande consommation"; la généralisation du travail à temps partiel; le développement de la formation professionnelle et personnelle; la transformation des grandes entreprises en régies coopératives dotées d'une large autonomie de gestion; la formation d'un puissant Syndicat national d'usagers et de consommateurs; la mondialisation des vecteurs de construction et d'exploitation des satellites, etc.

Q. — En quoi consiste le revenu social garanti ?

R. — Dans la mesure où il n'est pas lié à une restructuration profonde des circuits de distribution actuellement existants, l'accroissement prévisible de la productivité suscite le développement de structures de gaspillage co-existant avec de larges secteurs de sous-consommation, d'inégalités sociales et de revenus.

Dans "Le Monde" du 18 mai 1976, Gilbert Mathieu citait quelques chiffres : en 1975, 1 730 000 ménages recevaient en moyenne 15 500 F de revenus nets par an, disposant au total de 325 milliards de francs; 40 % des ménages français reçoivent 14,1 % du revenu total et le rapport "Sawer" diffusé en juillet 1976 par l'OCDE et confirmé après corrections mineures par l'INSEE, plaçait la France en tête des inégalités. Ce qui faisait dire à notre confrère : « L'inégalité des fortunes en France est plus grande qu'on ne le croyait ».

Par contre, le Journal officiel du 20 octobre 1976, en réponse à une question posée par un député, diffusait les quantités de fruits et légumes détruits volontairement de 1967 à 1975 : 1 050 000 tonnes de pommes; 143 000 de poires; 221 000 de pêches; 14 300 de tomates; 80 200 de choux-fleurs, etc. Ce qui représente chaque semaine en moyenne, depuis neuf ans, 161 wagons de 20 tonnes, soit 5 trains de marchandises jetées à la décharge.

POUR PERSONNALISTE

Les gaspillages concernent non seulement les biens de consommation (à voir également tout ce que l'on peut détruire dans un hypermarché) mais aussi les machines (fermetures d'entreprises ou d'ateliers, surinvestissements inutiles) et même... les énergies humaines (chômage, maladie, fatigue, dépression, déqualification, etc.). La course au profit et à l'agiotage fait perdre de vue que la production doit être réalisée pour satisfaire les besoins des hommes, de tous les hommes, qui doivent avoir un droit de regard sur les rouages de l'économie et ne pas laisser ce soin à une faction.

- D'où notre proposition de transformer les principales entreprises en régies coopératives où seraient représentés au conseil de gestion, les représentants des usagers, des collectivités publiques et du personnel.

- D'où la nécessité de *restructurer le paysage socio-économique* en termes de large *décentralisation* et de *régionalisation*, l'avenir étant à un secteur largement concurrentiel de petites et moyennes entreprises ultrasophistiquées et automatisées qui ne sont tributaires comme autrefois, ni des sources d'énergie, ni de la proximité des centres de décision.

- D'où l'esquisse d'un mouvement inverse au phénomène de concentration et de gigantisme inhumains importé d'Amérique avec trente ans de retard, que nous avons connu au cours des dernières années : *entreprises et habitat "à l'échelle humaine"* disséminés dans nos campagnes désertes, au sein de nos villages naguère abandonnés, demain rénovés.

- D'où la mise en place progressive d'un puissant *Syndicat national d'usagers et de consommateurs*, capable de peser sur les prix et la qualité des produits au même titre que les syndicats de producteurs sont en mesure de revendiquer de meilleurs salaires, des conditions de travail améliorées.

- D'où la proclamation d'un *droit à la subsistance* pour toute personne physique de l'aube au crépuscule de sa vie, indépendamment de ses autres reve-

nus, de son travail, de sa position sociale. Il n'est pas normal que dans un pays "développé" comme le nôtre, plus de deux millions de personnes survivent encore dans un état d'indigence chronique et ne parviennent même pas à équilibrer leur budget alimentaire.

- D'où l'attribution à chacun, par le truchement de la carte de crédit — ou monnaie électronique — d'un *revenu social garanti*, dont la valeur serait indexée sur le volume des "biens de grande consommation" et des services disponibles — le pouvoir d'achat en "biens de grande consommation" de chaque citoyen étant fonction de l'analyse d'une simple "comptabilité matière" permettant de connaître quasi instantanément, région par région, commune par commune, grâce au calcul électronique, l'état des stocks et des biens disponibles ou en mesure d'être livrés sur le marché dans les plus brefs délais.

Ces biens dits "de grande consommation" — par référence aux biens dits "de luxe" ou de "demi-luxe," accessibles selon les critères de l'économie de marché, seraient distribués par le truchement d'une monnaie de consommation (carte de crédit) non thésaurisable, c'est-à-dire détachée de toute référence spéculative à l'étalon-or ou, à défaut, à l'étalon-dollar. Sa valeur se référerait exclusivement au volume des biens réellement ou potentiellement disponibles à court terme.

Chaque citoyen recevrait donc un double revenu : un *revenu social garanti* sous la forme d'une monnaie de consommation distribuée dans les établissements bancaires ou autres (centres de sécurité sociale, par exemple) dans la limite d'un crédit ouvert en permanence au compte de chacun ; un *revenu d'appoint*, ou de complément, correspondant sensiblement aux revenus actuels (salaires, participation au bénéfice des entreprises, etc.) et permettant d'acquiescer des biens de luxe ou de demi-luxe, par définition rares sur le marché, donc plus chers.

**LE SOCIALISME PERSONNALISTE EST UN OPTIMISME
POUR TOUS LES HOMMES ET POUR TOUT L'HOMME**

Le pouvoir d'achat de chaque ménage serait ainsi conditionné par l'effort de tous. Il serait fait appel davantage à la conscience de chacun et non à des mécanismes automatiques et aveugles, à un développement dialectique ou à une croissance dite "sauvage" parce qu'en réalité incontrôlée. La croissance économique sera *volontaire* ou ne sera point. La production ainsi harmonieusement équilibrée et dosée en fonction d'une *économie de besoins*, doit être à l'abri de la pénurie comme du gaspillage.

- D'où la transformation du travail en *service social* : chaque personne étant tenue de participer, à temps complet ou à temps partiel, selon ses capacités et ses aptitudes, à la production et aux services, aux activités de création ou de recherche, la *formation permanente*, avec ses filières d'épanouissement personnel ou d'adaptation professionnelle, prenant ainsi le pas sur l'oisiveté forcée consécutive au chômage.

VERS UN CHANGEMENT DE RÉGIME ?

Q. — *La politique économique de l'actuel gouvernement semble tourner le dos à ces objectifs ?*

R. — Le gouvernement s'oriente vers des objectifs qui prévalent à l'aube de nos sociétés industrielles : d'une part, préserver "*manu militari*" nos sources de matières premières ; d'où les interventions répétées de nos troupes en Afrique pour soutenir, face à "l'intervention subversive" d'autres puissances, les régimes "amis" censés protéger en notre faveur ce patrimoine.

Parallèlement, pour faire face à une concurrence internationale accrue, le gouvernement s'oriente vers l'abolition pure et simple de toute mesure protectionniste, notamment à l'égard des entreprises en difficulté. Il rend leur liberté aux prix industriels, première étape sans doute vers la libéralisation des prix à la consommation. Ce retour à un libéralisme primitif doit permettre, dans l'esprit de ses promoteurs, de donner un coup de fouet à la modernisation des entreprises, d'accroître leur productivité, de tenir les meilleurs places sur les marchés extérieurs.

Le coût humain de cette orientation politique est tel qu'il porte en germe de graves conflits sociaux générateurs à terme d'un changement de régime.

Q. — *Mais l'opposition est-elle à même de proposer des solutions de rechange cohérentes, et de les appliquer ?*

R. — Malheureusement, il existe bien des oppositions mais on ne voit toujours pas ce qui pourrait constituer un gouvernement digne de ce nom.

Pour faire un rassemblement profond, sincère et durable, il faut que se regroupent des hommes et des femmes d'origines et de croyances diverses, militants ou non au sein d'un parti ou d'un syndicat, mais surtout venus avec la volonté de trouver par-delà leurs divergences idéologiques, des points d'accord, une sorte de plus petit commun multiple.

Telle a été ma préoccupation constante depuis l'expérience novatrice des clubs en 1962-1963. Tel est le sens de l'appel que je renouvelle aujourd'hui, en espérant que cette fois il sera entendu !

RÉFORMER LE MODE DE SCRUTIN : UNE IMPÉRIEUSE NÉCESSITÉ

Q. — *L'échec de la Gauche provient peut-être aussi du déséquilibre qui s'est créé en son sein, entre un Parti socialiste devenu le plus puissant, et d'autres petites formations qui, faute de moyens adéquats, ne parviennent pas à sensibiliser le grand public ?*

R. — A droite comme à gauche, il existe effectivement un décalage croissant entre les grandes formations qui peuvent utiliser à leur guise les mass media et les grands canaux d'information et des petits partis comme la Jeune République auxquels cet accès est systématiquement refusé.

En prétendant aider financièrement les partis politiques au prorata des résultats obtenus lors des dernières consultations électorales, le président de la République ne fait que perpétuer, voire aggraver une injustice flagrante. La solution ne réside pas dans le mode de financement des partis, mais bien plutôt dans l'énoncé d'un *mode de scrutin* "à la proportionnelle" plus démocratique que l'actuel dit "majoritaire". Un scrutin peut-il continuer à être reconnu comme légitime, s'il n'obéit pas à un mode déontologique plus

strict, s'il fait la part trop belle aux puissances d'argent, s'il se modèle sur un découpage géographique très arbitraire ?

Dès lors qu'un tel scrutin se ramène à un jeu de marchandages sordides, de magouillages de salon, qui n'ont plus qu'un très lointain rapport avec la recherche du meilleur bien public, et de l'intérêt général des Français, la stratégie de la Gauche ne devrait-elle pas viser à appeler les électeurs à l'abstention "active et motivée", jusqu'à ce que soit proposé un mode de scrutin plus démocratique, plus proche des réalités sociologiques de la France profonde ? Il serait plus sain par ailleurs que les campagnes électorales soient prises en charge par la collectivité publique tout entière, financées par une collecte nationale — les fonds ainsi recueillis étant remis à part égale — et à l'exclusion de tous autres — à la disposition de chaque candidat. Quant à la propagande électorale, elle devrait être soumise à des normes bien précises. Il serait souhaitable en particulier que dans un délai de trois mois avant le scrutin, soit suspendue la diffusion publique de tous les sondages susceptibles d'influencer l'opinion.

DÉNONCER LE GÉNOCIDE CAMBODGIEN

Q. — *Passons à présent à quelques questions diverses : l'évolution politique au Cambodge par exemple...*

R. — J'ai pu écrire dans le journal RÉFORME du 29 avril dernier que le Cambodge en était revenu à l'époque de Jayavarman VII, un souverain contemporain de notre Philippe Auguste. Sous le prétexte de faire une révolution on envoie tous les citoyens aux champs, on transforme un pays en un vaste camp de travaux forcés où ceux qui ne peuvent suivre le rythme tombent comme des mouches ou succombent à coups de pelle ou de pioche derrière la nuque. Ce régime n'a que trop duré. Le premier ministre Pol Pot, en le perpétuant, en refusant d'ouvrir largement les frontières du Cambodge à la presse étrangère, en ne permettant pas à l'ancien chef de l'Etat, le prince Sihanouk de s'exprimer publiquement, ne serait-ce que pour rassurer ses amis et sa propre famille sur le sort qui lui a été réservé, montre son vrai visage; celui de l'assassin. Il lui faudra à l'avenir beaucoup de talent pour démontrer qu'il n'a pas été l'un des principaux artisans du suicide collectif ou, pour employer un terme à la mode, du génocide de tout un peuple.

LE DANGER EN COURU PAR L'ÉLECTION D'UN PARLEMENT EUROPÉEN

Q. — *D'ici à quelques mois, le peuple français sera appelé à désigner ses représentants au Parlement européen ?*

R. — Oui, et c'est encore un grand malheur que la Gauche soit aussi divisée sur ce point. Pourtant, le rapport des forces existant au sein de cette Europe que l'on veut à tout prix doter d'un parlement, saute aux yeux. En tête, vient l'Allemagne fédérale, suivie par ses alliés traditionnels que sont la Grande-Bretagne et les pays membres du Bénélux. À côté, la France et l'Italie font figure de parent pauvre. Comment ne pas voir qu'un parlement européen va en quelque sorte institutionnaliser ce déséquilibre au profit des premiers, au dépens des seconds ? Comment ne pas voir que cette nouvelle assemblée croupion ne sera que le déversoir commode des décisions prises par les eurocrates de Bruxelles ? Comment ne pas voir aussi que le pas de plus ainsi franchi dans l'intégration des nations de l'ouest européen ne va pas accentuer la coupure amorcée depuis la seconde guerre mondiale avec les pays de l'Est, de la Pologne à la Roumanie, de la Tchécoslovaquie à la Hongrie, dont les peuples attendent avec impatience la création d'une large Confédération européenne ?

Il existe à Strasbourg, un conseil de l'Europe où des nations membres délèguent leurs parlementaires. La précipitation à vouloir franchir un degré de plus dans une intégration dont la vocation atlantiste et pro-américaine n'est même plus dissimulée, a une forte odeur de soufre. Elle ne fera n'en doutons pas, que précipiter la division en blocs hostiles de notre pauvre planète.

C'est la raison pour laquelle nous demanderons à nos compatriotes de dire "non" à ce projet suspect, par une abstention massive et motivée lors du prochain scrutin.

Gérard Brissé

LA DÉMOCRATIE
EST
L'ORGANISATION
SOCIALE
QUI TEND A PORTER
AU MAXIMUM
LA CONSCIENCE
ET LA RESPONSABILITÉ
CIVIQUE
DE CHACUN
Marc Sangnier

24-28 mai 1978 à l'Assemblée Nationale

LA SÉCURITÉ SOCIALE

(débat en 4 séances et 50 interventions)

par Franck Taillandier

52 millions de personnes concernées, une moyenne de 16 députés présents, 30 à 40 auditeurs, et en fin de séance parfois 2 ; voilà brossé l'ensemble, sur fond de justice et de solidarité, et ce malgré l'importance du sujet, sur 2 matinées et 2 soirées consécutives.

Assurément, rendons ce qui revient à la vedette du débat, vers laquelle convergeaient toutes les interventions ! Madame le Ministre a bien tenu son rôle, studieuse, elle a rempli son contrat de travail avec assurance, calme, fermeté et détermination. Cependant, pourquoi fallait-il que ses prises de paroles fussent confortées par la présence de Monsieur le Premier Ministre ? Serait-ce la crainte d'un faux pas ?

De leur côté, les intervenants ont été sérieux, avec souvent des propositions qui méritent attention, malgré la monotonie de certaines longueurs. Parfois, le débat prenait de la hauteur en posant la question philosophique : « Enfin, que veut-on ? Et pour faire quoi ? »

Dans ce genre de débat, où les parlementaires ont seuls le droit de manifester, même avec vigueur, les mœurs sont bien respectées, on n'a pas l'habitude d'approuver ce qui vient d'en face, même si cela en vaut la peine, et répond aux aspirations du plus grand nombre.

Tout au long de ces quatre séances, je pensais à tous les plus démunis de ressources, de moyens, de santé, tous ces accidentés, ces malades, ces hospitalisés, toutes ces familles populaires dont la présence était là, comme suspendue dans cette ambiance, espérant les uns et les autres, une amélioration de leur situation.

Pour cela, j'ai ressenti une profonde déception devant si peu de députés présents, cependant bien élus pour cela. Faut-il donc que toujours, les groupes confient aux commissions, aux seuls spécialistes, le soin d'entendre les autres, de juger au nom des autres ?

Nous avons eu la satisfaction de remarquer que plusieurs de nos propositions sur la Sécurité Sociale des Jeune République n^{os} 106 et 107 ont été reprises : dé plafonnement, élargis-

sement de l'assiette, nationalisation des grands groupes pharmaceutiques, gestion par les travailleurs eux-mêmes. L'un des intervenants de la majorité constatant qu'en définitive : « Les salariés et les consommateurs réglant la facture, ils pouvaient prétendre à la gestion ». C'est nouveau !

Quelques députés, et cela dans les deux tendances, ont mis l'accent sur la "Complexité loufoque" du système, vu la disparité des régimes particuliers (23) qu'il conviendrait d'harmoniser vers une couverture générale identique. Si un certain flou subsiste pour plusieurs intervenants sur les problèmes financiers : « Déficit annoncé en 1976 pour 1977 : 12 milliards ; solde réel positif : 2 600 millions, et négatif : 400 millions ; la dette à l'URSSAF cumulée au 31.12.77 se situant à 5 milliards. Que par ailleurs 1 300 000 chômeurs, c'est un manque de ressources de 14 milliards, sans bien entendu diminuer les prises en charge. »

A partir de là, il n'y a qu'un pas, pour poser la question des choix de Société, d'une réforme en profondeur, et qu'il s'agissait bien ici d'une "Politique fondamentale" pour un budget équivalant à celui de l'Etat (350 pour 340 milliards) et qui le dépassera dans les prochaines années. Plusieurs orateurs ont demandé la fiscalisation des prestations familiales en maintenant la gestion par les Organismes actuels.

On a parlé de la prévention : « En 10 années, E.D.F. multipliant par 3 les mesures de sécurité, a réduit de 10 fois les frais causés par les accidents du travail et les maladies professionnelles ». Cependant, toutes branches confondues, ceux-ci sont encore à un niveau élevé, réclamant « de véritables pouvoirs dans les entreprises pour les services médicaux et pour les travailleurs ». On a aussi cité les grands fléaux sociaux, tel que le tabac et l'alcoolisme, mais hélas sans apporter d'éléments à ce sujet (tabou).

Ainsi que l'ont répété tous les députés, il faut faire appel au sens civique, par une sérieuse information sur toutes les composantes de la sécurité sociale et de la santé « vers une responsabilité, une conquête effective personnelle et collective », ce qui fit réclamer par un orateur « une véritable Culture de la Santé ». Un des parlementaires faisant par ailleurs obser-

ver : « L'anachronisme du libéralisme et du principe de solidarité ».

Madame le Ministre, clôturant le débat, a annoncé que bientôt, le pourcentage global des charges sociales (employeur et salarié) sera porté à la connaissance du salarié une fois l'an sur la fiche de paye ; ce qui, bien entendu, le suppose *seul coupable et responsable* des lourdes charges de la sécurité sociale, et sans doute de la mauvaise gestion (qui lui échappe). Que dans le détail des améliorations seront apportées au fonctionnement des divers services. Qu'enfin une Commission d'études et de recherches, aux travaux de laquelle les parlementaires seront associés, va être mise en place (affaire à suivre).

Madame le Ministre, après s'être félicitée des divers apports, a bien tenu à préciser qu'il appartenait au Ministre seul de définir la politique de la Santé, sans substitution d'aucun des organismes nationaux. Est-ce bien cela la concertation et le souhait quotidien des Français ?

Ce "débat académique" comme il fut dit, prenant fin sans vote, donc sans grande motivation, a cependant permis à 50 députés de s'exprimer, la gauche a tenu ses engagements, le libéralisme les siens aussi. Quand on relit les cent pages du Journal Officiel, on remarque pourtant des ponts, peut-être fragiles mais réels entre les positions, mais qui osera s'y aventurer pour enfin sortir la Sécurité Sociale de ce "no man's land" et lui rendre sa véritable identité et sa mission d'unité et d'égalité.

Sûrement, ce long dialogue très ouvert et très sérieux est venu trop tard, il demande à être poursuivi et devenir un moyen d'écoute du pouvoir avec les élus, afin de mieux saisir les questions posées, pour une vraie liberté, une meilleure égalité, en attendant une réelle fraternité !

P.S. — Assistanat pour la première fois à un débat parlementaire important pour la vie et la santé des Français, j'ai, comme mes voisins, mal compris les bancs vides dans l'hémicycle, nous essaierons de voir cette grande question dans un autre article.

NOTES DE LECTURE

LA FRANCE DE 68

par Alain Delale et Gilles Ragache (Seuil)

Les auteurs embrassent, d'un regard personnel, non seulement la rue Gay-Lussac, le 24 mai, mais l'ensemble du mouvement, sous différents aspects.

A l'"enrichissez-vous" de GUIZOT, succède, en ligne directe, le mythe de l'expansion. La croissance économique doit engendrer automatiquement la justice sociale et le bonheur de vivre. Le Plan Calcul mettra au point des ordinateurs géniaux et tout sera pour le mieux dans le meilleur des mondes. Pour ce faire, la grande banque accroît ses participations dans l'industrie et le patronat refuse tout progrès social, en innovant la compétitivité des entreprises françaises menacées par les firmes étrangères. L'urbanisation — la sarcellisation — s'accélère dans les années 60. La population augmente de 41 à 50 millions, mais la consommation des familles diminue. En mai 68, le chiffre de 470 000 chômeurs (de quoi rendre nostalgique le Monsieur BARRE de 78) ne

satisfait que le patronat. Le nombre des étudiants a doublé en six ans mais non les débouchés. Le pouvoir gaulliste, si orgueilleux de sa constitution, ne mesure pas l'inadéquation des structures économiques, ni du système universitaire. Société bloquée où les riches s'enrichissent, où les pauvres s'appauvrissent, avec une surexploitation de la main d'œuvre, surtout les immigrés des bidonvilles. Les conflits sociaux s'aggravent au début de 68, notamment dans l'Ouest (Caen, Le Mans, Saint-Nazaire).

Le 1^{er} mai 1968, après quatorze ans d'interdiction, les travailleurs manifestent de la République à la Bastille. A partir du 2 mai, l'agitation étudiante, partie de Nanterre, va se transformer en révolte et les barricades de se dresser dès le 3 mai, avec de violents affrontements, dans la nuit du 11 mai, entre policiers et étudiants. La France, surveillée et punie des lycées, des facultés, voire des asiles et des prisons, brandit un drapeau plus noir que rouge. Contre la répression policière, une journée de grève et de manifestations est organisée le 13 mai. Image encore assez

contrastée d'une gauche en voie d'unification. Georges Séguy reproche à Eugène Descamps sa poignée de main avec Daniel Cohn-Bendit. Dix ans plus tard, il demandera la levée de l'arrêté d'expulsion du meneur étudiant.

Le 14 mai, le pays s'engage vers une grève nationale, avec occupation des facultés et des usines, séquestration des patrons et des cadres. Le mouvement s'étend aux campagnes. Le gouvernement songe à des réformes comme la participation des salariés aux bénéfices de l'entreprise. Les communistes veulent élaborer un programme commun, dont ils seraient la cheville ouvrière. François Mitterrand se propose comme candidat à une éventuelle élection présidentielle.

Le 29 mai, la vacance du pouvoir est béante. De Gaulle disparaît puis, sûr de l'appui de l'armée, refait surface le 30 mai. Sur la pression de Pompidou, il dissout l'Assemblée Nationale. A 16 h 30, discours du Président de la République. Une heure plus tard, le "parti de l'ordre" reprend confiance et se déploie aux Champs-Élysées.

La grève continue et se durcit avec des incidents dramatiques (noyade d'un lycéen, Gilles Tautin, près de Flins, le 10 juin et mort de deux ouvriers, P. Beylot et H. Blanchet, le 11 juin, aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard). Contre-offensive de la réaction.

Certains ont voulu réduire l'ampleur du mouvement étudiant-ouvriers-paysans à un défoulement folklorique de la jeunesse. D'autres ont parlé de "répétition générale," en raison des attaques contre l'appareil répressif de l'Etat capitaliste et de la mise en cause de son idéologie. La reproduction de la société hiérarchisée et contraignante a subitement calé, pendant plus d'un mois. Neuf millions de grévistes ont voulu, si ce n'est "changer la vie," au moins améliorer leurs conditions de travail. Parmi d'autres avantages, la classe ouvrière a conquis la pratique des activités syndicales dans l'entreprise.

Des mouvements régionalistes, féministes, écologiques, sexualistes, non-violents et autres ont utilisé cette prise de conscience populaire pour proclamer le droit à la différence et à l'égalité. Le bilan culturel de mai n'est pas encore clos, le bilan politique est lui-même prématuré.

Rien ne sert d'épiloguer, comme le font nos auteurs sur le point de savoir si, du 24 au 30 mai, et même début juin, tout était possible et si la C.G.T. a fait avorter la révolution !

De CAVAINAC à MASSU, de juin 48 à mai 68, il n'y a pas si loin. La mémoire ouvrière méditait la leçon, sans perdre de vue des temps plus propices.

Cl.-R. S.

BENJAMIN CONSTANT

par Alfred Fabre-Luce (Libr. Acad. Perrin)

b

Benjamin CONSTANT de REBECQUE naquit à Lausanne en 1767 et mourut à Paris, rue Saint-Lazare, quelques mois après les Trois Glorieuses.

Pour Madame de STAËL, Madame RFCAMIFR, quelques autres dames et son biographe, c'est BENJAMIN. Le prénom l'emporte sur le nom comme pour ce JEAN-JACQUES né à Genève en 1712 avec aussi des racines protestantes et françaises, de l'imagination, de la sensibilité et un regard critique sur la société.

B.C. arrive à Paris en 1795, quand le Directoire, pour mieux gouverner la France au centre, écrase les ouvriers des Faubourgs en avril, et les royalistes en octobre (Vendémiaire). Libéral avancé, CONSTANT défend et illustre la bourgeoisie. Il croit en la propriété et déteste "les superstitions" qui mènent à la Saint-Barthélémy (précisons qu'en 1791, un comédien se voyait refuser le sacrement de mariage). Ce libre-penseur reconnaît : « Je suis trop sceptique pour être incrédule ».

Cet individualiste haïssait les despotes mais il craignait les masses, reconnaissant toutefois que, dans la classe ouvrière réside le patriotisme « parce que ses intérêts ne peuvent pas, comme ceux des capitalistes, s'isoler des intérêts nationaux ».

Benjamin CONSTANT aurait sans doute approuvé la monarchie élective de la Cinquième République, mais il serait léger, comme FABRE-LUCE le suggère, de rattacher son libéralisme à un fidèle amour des femmes... Il exprimait les nouvelles couches sociales éprises de libertés, au point de laisser périr librement les plus pauvres. Reste que ses leçons respirent l'actualité : il enseigne l'horreur de l'absolutisme ou, comme nous dirions, du totalitarisme, quelle que soit la couleur de l'emballage.

Cl.-R. S.

f

ranchement, Mesdames et Messieurs, comment accueillez-vous cette banderole "Maison de la Poésie" accrochée sur le fronton de la Chambre de Commerce ? N'est-ce pas exagéré et un rien bizarre ? Une vraie idée de poète, diront certains ironiquement. Soyons sérieux, bougonneront d'autres. Et, pour tout vous avouer, moi aussi, je me suis demandé s'il ne fallait pas écrire plus sobrement "Semaine," plutôt que "Maison" de la poésie ; mais nos amis poètes ont tenu bon et finalement cette banderole se déploie place de la République.

Idee de poète : assurément, et de la meilleure venue, car d'un seul coup, elle fait renouer avec la plus antique tradition. Après tout, le mot poésie vient bien du verbe grec qui signifie tout bonnement : faire. Faire, ouvrager, parfaire. « Cent fois sur le métier, remettez votre ouvrage. Polissez-le sans cesse et le repolissez. » Ces vers chantent bien, n'est-ce pas, dans un coin de votre mémoire.

Le poète a cela d'épique qu'avec de simples mots, il célèbre, lui, le solitaire, le culte de la communication.

Chimère, penseront certains. Mais lui, il fait, fait encore et parfait... quelquefois. Alors, honneur aux assoiffés de perfection.

Ah ! en face de cette soif, comme elles sont indigestes les grasses plaisanteries d'Aristophane et de son faiseur de saucisses, qui dans sa pièce "Les Nuées" se moque grossièrement de Socrate assis sur son petit nuage : Socrate, le poète philosophe ambulatoire qui n'a pas laissé une ligne, ce phare encore pour notre temps, qui, loin des nuages, allait puiser son inspiration en regardant peiner les artisans du port d'Athènes. Combien de fois, potache, transpirant quelque peu sur la traduction d'un dialogue de Platon, n'ai-je pas eu envie de reprendre à ma manière tel condisciple commençant une tirade de la célèbre Apologie par le solennel "Ô Socrate" et de lui dire : « Mais non, ne sois pas guindé, ce n'est pas "Ô Socrate," mais un familier "Oh Socrate" (avec l'accent de Marseille) ». Cet "Oh Socrate" ne sera peut-être pas pour déplaire à un Marseillais du Mans que nous saluons comme la cheville ouvrière de cette semaine de la poésie.

Calme, méthodique, autant qu'enthousiaste, Christian GORELLI, au milieu de ses amis, recevant tous concours improvisés, a rassemblé les fleurs et composé le bouquet. Il l'a noué à l'aide du modeste ruban municipal. L'aide des animateurs de Maisons de la Culture a été très précieuse aussi. D'avance, remercions-les tous de la beauté et du parfum.

Comme elles furent sympathiques, encore que mouvementées, ces soirées de préparation de la semaine de la poésie où chacun apportait sa contribution.

LA POÉSIE DANS LA VILLE

par Jacques-Paul Richard

Maire Adjoint du Mans

C'est l'infirmière de nuit qui, tout en soulageant la misère humaine, voit peut-être le goutte à goutte de la perfusion se commuer en sablier par où s'écoule le temps d'une vie qui s'achève ou celui d'une vie qui renaît dans la souffrance !

N'est-il pas touchant et original le duo de la mère de famille et de sa fille qui, dans les nuits silencieuses de leur village sarthois, composent les poèmes de leurs veillées, tandis qu'alentours, reliés à leurs antennes, ruminent les "téléosaures" !

Et ces chants de la révolte, je voudrais les connaître ! Il y a quelques jours, Martin GRAY, le rescapé, disait à la Salle des Concerts qu'il recevait maintes lettres de jeunes, accompagnées de poèmes inspirés par le massacre de la nature.

Avez-vous souvent pensé à ce mot que la nourrice hindoue de Kipling mettait dans la bouche de Mowgli : « Les hommes jouent avec leur bouche ». N'est-elle pas insondable cette pensée, comme issue d'un monde parahumain. Ah oui, quelles questions en puissance : parler ou ne pas parler.

Le vrai poète n'est-il pas ce chasseur de paroles inutiles, pour qui chaque mot, chaque syllabe comptent ; celui qui bannit, suivant le vers de Paul Valéry dans le cimetière marin : « Les songes vains, les anges curieux ». Le poète est précisément ce rêveur paradoxal qui, confronté aux difficultés de la forme, et sans aucun recours que la magie des mots, va se mesurer avec la pensée et la faire jaillir tantôt fraîche et vraie comme source, tantôt vulnérante et drue comme flèche.

Notre vœu : que cette semaine soit donc celle de la parole signifiante. Honneur aux patients, aux biffeurs, aux ratureurs, à ceux qui recommandent et qui sourient enfin d'une trouvaille, à ceux qui parviendront à la rigueur des formules.

Ceci dit, permettez-moi, brièvement mais sans vergogne, de me faire un instant polémiste.

Ce qui va avoir lieu ici sera de notre crû essentiellement, et cela n'est pas sans signification ni contexte, car il faut le prendre aussi pour un geste de résistance. Je m'explique : en France, c'est bien connu, il y a Paris. Paris où

la dépense culturelle de l'Etat pour un Parisien est plus de vingt fois supérieure à ce qu'elle est pour tout autre Français. Le contribuable qui n'habite pas dans ces murs est pénalisé en fonction de la distance qui l'en sépare.

Et pourtant, que voit-on ? On voit souvent Paris récupérer les initiatives provinciales. Il n'est pas rare alors que l'argent les y coule dans un académisme. A l'opposé, sa boulimie du nouveau lui fait subventionner quelquefois le clinquant et le superficiel au détriment de ce qui est vraiment robuste ou délicat ou chargé de sens. Si bien qu'en définitive, c'est souvent dans les ceintures peu fâchées et politiquement "douteuses" de Paris, que la capitale se voit contrainte d'aller chercher de quoi rééquilibrer sa vie culturelle.

N'oublions pas que si l'on considère non plus l'action de l'Etat, mais celle des Villes, une quinzaine de grandes villes françaises consacrent héroïquement à la culture une proportion de leur budget quatre ou cinq fois plus forte que celle de la Ville de Paris.

Et pourtant, c'est bien dans la culture locale et décentralisée, proche des simples gens que l'on puisera les forces et les hommes pour résister aux outrances des idéologies, en ces temps où l'on voit de si nombreux Etats, à commencer par le nôtre, afficher la démocratie, mais en même temps laisser croître des germes puissants de totalitarisme. Ce combat de la culture est urgent devant la montée des Etats aveugles et sourds au fait que l'adoption de certaines techniques informatiques, énergétiques ou de soi-disant sécurité et défense nous lancent dans l'aventure. Froidement, certains vont jusqu'au risquer de mettre fin à la vie même et à l'histoire de peuples, que, ô ironie, ils prétendent sauvegarder, tout en taxant d'utopistes ceux qui prennent le contrepied. Ne feraient-ils pas mieux de considérer qu'après tout, la vie, pour peu qu'on ne la supprime pas, est toujours plus riche de solutions et de ressources que quiconque pourrait l'imaginer, et cela par-delà les pires brassages physiques et idéologiques.

Alors, debout poètes, grands et petits, jeunes et moins jeunes. Que votre ferveur ou même votre fureur sacrée témoigne, soit avec humilité, soit avec éclat, d'un souci inaliénable pour l'intérêt supérieur de l'espèce humaine et de la biosphère.

**LETTRE A
JACQUES FAUVET :
LE DROIT
D'EXPRESSION
DES MINORITÉS**

Le 27 juin 1978

Monsieur Jacques FAUVET
Directeur du "MONDE"
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09

Monsieur le Directeur,

Votre journal ne saurait ignorer que le Parti de la Jeune République s'est joint aux partis de gauche et à diverses organisations, pour protester contre la tenue à Paris, aujourd'hui d'un meeting de groupes se réclamant du fascisme.

Pourtant, le nom de la Jeune République a été omis dans les éditions du "MONDE" du 27 et du 28 juin.

Ce n'est pas la première fois qu'une telle omission — apparemment délibérée — intervient, ni la première fois que nous vous demandons d'informer complètement vos lecteurs sur les positions d'un parti qui, depuis plus de quarante ans, s'est situé à la pointe de la lutte anti-fasciste, malgré la modestie de ses effectifs.

Nous restons à votre disposition pour vous apporter toutes précisions à ce sujet.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de nos sentiments distingués.

Claude-Roland Souchet
Secrétaire général

BULLETIN DE SOUSCRIPTION

à retourner à La Jeune République
villa n° 6 — 9, Bd J.-Mermoz — 92200 NEUILLY (Hts-de-Seine)

NOM et Prénom.....

Adresse

verse la somme de au C.C.P. 20.896-71 PARIS
au titre de participation à la souscription pour le journal.

Date et Signature,

SOUSCRIPTION NATIONALE
pour

La Jeune République

L'augmentation générale du coût de la vie — et de l'impression du journal, en particulier — EXIGE UN EFFORT FINANCIER EXCEPTIONNEL DE TOUS LES MILITANTS ET DE TOUS LES LECTEURS ET AMIS DE LA JEUNE RÉPUBLIQUE.

POUR QUE LE COURANT SOCIALISTE PERSONNALISTE PUISSE S'AFFIRMER DANS LE CADRE DE LA GAUCHE UNIE :

IL EST NÉCESSAIRE QUE CHACUN D'ENTRE NOUS APORTE UNE CONTRIBUTION EXCEPTIONNELLE.

PAR AVANCE, NOUS REMERCIONS LES SOUSCRIPTIONS DE LA JEUNE RÉPUBLIQUE.

Dès aujourd'hui, demandez et diffusez le
MANIFESTE POUR UN SOCIALISME PERSONNALISTE

**POUR UNE RÉPUBLIQUE SOCIALISTE ET
DÉMOCRATIQUE AU SERVICE DE L'HOMME**

ADHÉREZ AU PARTI DE LA JEUNE-RÉPUBLIQUE
Villa n° 6 — 9, Boulevard Jean-Mermoz — 92200 NEUILLY (Hauts-de-Seine)

NOM Prénom

Adresse

Adresse la somme de au C.C.P. 20.896-71 PARIS.

Date et Signature